



Le journal français l'Equipe, dans un article mis en ligne ce jour s'intéresse à la sortie d'Henri Njalla Quan, le désormais ancien vice-président de la Fédération camerounaise de football, suspendu pour les 10 prochaines années de toute activité liée au football.

Ancien vice-président de la Fédération camerounaise de football, Henri Njalla Quan a vivement critiqué Samuel Eto'o, l'actuel dirigeant de l'instance. Il lui a notamment imputé la mise à l'écart d'André Onana, l'ancien gardien de la sélection.

Les rancœurs au sein du football camerounais sont tenaces. Après la mise à l'écart de la sélection d'André Onana qui avait suscité des tensions lors de la Coupe du monde, l'ancien vice-président de la Fédération, Henri Njalla Quan, a critiqué les agissements de Samuel Eto'o. Dans les colonnes de Marca, l'ancien dirigeant a reproché au président de la Fecafoot « d'étouffer les stars de l'équipe nationale », assurant qu'Eto'o cherchait à se débarrasser du gardien de l'Inter. « L'appel d'Onana en sélection dépend du président de la Fédération. J'ai posé à Eto'o une question formelle sur l'avenir

d'André, il m'a répondu que sa carrière en sélection était terminée », a-t-il raconté.

« Eto'o avait promis de ne pas toucher son salaire de président de la Fédération, où est cette promesse ? »

Outre les problèmes relationnels supposés avec les joueurs, l'ancien vice-président de l'instance a accusé Eto'o de s'arroger trop de pouvoir dans le cadre de son mandat. « Il avait promis de ne pas toucher son salaire de président de la Fédération, où est cette promesse ? Aucun membre de l'assemblée générale n'a jamais proposé de prolonger le mandat du président de quatre à sept ans. Eto'o a manipulé tout un pays ! »

Henri Njalla Quan a même assuré qu'Eto'o avait enquêté sur lui : « Il a donné un million de francs (CFA) à un responsable du football pour qu'il me surveille, cet homme a commencé à menacer ma famille. Le procureur a dû prendre des mesures pour garantir ma sécurité. »

En juin 2022, Eto'o avait été condamné à 22 mois de prison pour avoir fraudé plus de trois millions d'euros au Trésor public espagnol entre 2006 et 2009.
